

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 17 février 2022

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, M. Bouamrane, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, Mme Laroche, M. Monot, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Monany, Mme Ségura-Traoré, M. Chabani

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi
Mme Azoug donnant pouvoir à Mme Denis
M. Duprey donnant pouvoir à M. Molossi
M. Taïbi donnant pouvoir à Mme Lecroq
Mme Choulet donnant pouvoir à M. Bluteau
Mme Lagarde donnant pouvoir à M. Chabani

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Martin S.



Délibération n° 07-04 du 17 février 2022

PLAN ÉCO-COLLÈGES – PLAN PLURIANNUEL DE MAINTENANCE – PROGRAMME DE TRAVAUX 2022 – INDIVIDUALISATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME 2022.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'éducation,

Vu la délibération du conseil départemental n°2020-XI-48 du 12 novembre 2020 relative à l'approbation du Plan Pluriannuel d'Investissement pour la résilience écologique des collèges (PREC) 2021-2030,

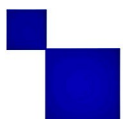
Vu la délibération du conseil départemental n°2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Vu le budget primitif 2022 approuvé par la délibération du conseil départemental n°2021-XII-54 du 16 décembre 2021,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- RÉPARTIT l'individualisation de l'autorisation de programme 2022 de 17 000 000 euros en 3 740 000 euros de travaux de modernisation et 13 260 000 euros de travaux de gros entretien renouvellement,



- INDIVIDUALISE les 17 000 000 euros du programme 2022 du plan pluriannuel de maintenance des collèges, selon le tableau joint en annexe.

Pour le président du conseil départemental,
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.